

## **Développement énergétique : les Québécois ne doivent pas tomber dans le panneau de la dictature pseudo-écologiste**

*Par Françoise Bertrand, présidente-directrice générale de la Fédération des chambres de commerce du Québec (FCCQ)*

Réfutant les recommandations du BAPE en faveur des projets de terminaux méthaniers à Lévis (Rabaska) et Gros-Cacouna et manifestant contre la construction de la centrale hydroélectrique Eastmain-1-A, voilà que des groupes se mobilisent afin de déclarer une guerre ouverte à tout projet de développement énergétique au Québec.

Afin de ne pas faire ressurgir le spectre de « l'immobilisme », les Québécois ne doivent pas tomber dans le panneau face à cette dictature pseudo-écologiste qui propage des affirmations gratuites et sans fondements sur le développement énergétique du Québec. Selon ces ténors du « pas dans ma cour », même les projets éoliens sont devenus soudainement trop laids et trop bruyants, alors qu'il y a peu de temps ils étaient la solution miracle au défi énergétique. Pis encore, leurs faussetés contaminent la compréhension du public québécois face aux défis énergétiques auxquels nous sommes tous confrontés.

Mais qui sont ces groupes, qui représentent-ils réellement, au nom de qui parlent-ils, quels sont leurs modes de gouvernance? Mystère! Encore une fois, le simple fait de parler de notre richesse énergétique, de rappeler les exigences de la mondialisation, de prononcer le mot « productivité » et d'évoquer les véritables leviers de la compétitivité font partie du dictionnaire des tabous de certains groupes ou individus. Ce refus d'aborder ouvertement les défis auxquels nous sommes confrontés, combiné à une propagation d'interprétations erronées, risquent, une fois de plus, de mettre en péril des projets qui permettraient au Québec d'augmenter le bénéfice collectif associé à l'exploitation de la richesse que nous possédons et de favoriser le développement de la marge de manœuvre énergétique qui nous permettrait d'assurer une sécurité de nos approvisionnements.

D'ailleurs, ces groupes d'opposants sont-ils conscients que les projets de terminaux méthaniers Gros-Cacouna et Rabaska représentent une opportunité majeure pour le Québec, une opportunité qui lui permettrait d'améliorer sa compétitivité économique, de diminuer la facture énergétique des agents économiques et d'améliorer l'environnement, notamment en réduisant les émissions de GES qui proviennent présentement de combustibles plus polluants?

Sont-ils conscients qu'une pénétration accrue de gaz naturel dans notre portefeuille énergétique constituerait un gain social pour le Québec en permettant de libérer de l'électricité qui pourra être utilisée dans des usages à haute valeur ajoutée et donc plus rentables pour Hydro-Québec et l'ensemble des citoyens du Québec?

Sont-ils conscients que la centrale Eastmain-1-A, qui se veut le plus grand projet d'aménagement hydroélectrique de la décennie, occasionnera des retombées économiques des plus bénéfiques pour des régions du Québec qui en ont grandement besoin, soit le Nord-du-Québec, l'Abitibi-Témiscamingue et le Saguenay-Lac-St-Jean, tout en générant des emplois de l'ordre de 27 000 années-personnes lors de sa construction, dont la totalité de la main-d'œuvre sera issue des régions mentionnées ci-dessus?

Sont-ils conscients que la centrale Eastmain-1-A est un exemple concret de développement durable, qui respecte aussi bien les considérations environnementales et sociales que les besoins incontournables de développement économique, et que les gouvernements ont démontré le plus grand respect à l'endroit des Cris, des Jamésiens et des collectivités du Nord-du-Québec, de l'Abitibi-Témiscamingue et du Saguenay-Lac-Saint-Jean.

Vraisemblablement, la réponse à toutes ces questions est NON. À la lumière de ces faits, il est donc plus nécessaire que jamais que les Québécois fassent preuve d'une grande prudence et qu'ils s'interrogent sur les intentions de ces groupes qui, visiblement, agissent sans égards aux risques qu'ils font courir au développement économique, à l'environnement et à la prospérité du Québec.